

Brochure n° 3320

Convention collective nationale

IDCC : 2408. – **PERSONNELS DES SERVICES ADMINISTRATIFS
ET ÉCONOMIQUES, PERSONNELS D'ÉDUCATION
ET DOCUMENTALISTES DES ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS**

ACCORD DU 13 DÉCEMBRE 2012

RELATIF AU RÈGLEMENT DE LA SITUATION DES SALARIÉS
EMBAUCHÉS PENDANT LA PÉRIODE TRANSITOIRE

NOR : ASET1350559M

IDCC : 2408

Entre :

La FNOGEC ;

Le SNCEEL ;

L'UNETP ;

Le SYNADIC ;

Le SYNADEC,

D'une part, et

Le SPELC ;

Le SNEC CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Lors des dernières séances de négociation d'un accord de substitution, le collège salariés a souhaité qu'une nouvelle séance de négociation se tienne le 7 décembre 2012 aux fins d'aborder la question des salariés embauchés après le 10 novembre 2010.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Face à l'impossibilité d'articuler les dispositions de l'avenant à la convention collective PSAEE relatif aux classifications et aux rémunérations et celles catégorielles de ladite convention collective, le collège employeur a dû prendre une décision relative aux salariés embauchés après le 10 novembre 2010. Il a ainsi été conduit à faire application des dispositions de l'accord ARTT du 15 juin 1999.

Le collège salariés réfute cette interprétation. Les organisations le composant demandent à ce que les salariés embauchés après la date d'effet de l'avenant bénéficient des durées de travail catégorielles applicables aux salariés embauchés antérieurement au 10 novembre 2010.

Le collège employeur indique qu'il n'est pas possible d'adopter une logique conduisant à articuler à rebours les anciennes dispositions avec les nouvelles. Néanmoins, pour éviter tout contentieux chronophage et à l'issue incertaine, il propose une solution ci-dessous exposée.

ACCORD

Tous les salariés embauchés postérieurement à la date du 10 novembre 2010 sur la base annuelle de 1 558 heures effectives qui auraient pu revendiquer une durée de travail calculée sur la base de 1 429 heures ou 1 470 heures en application des anciennes dispositions de la convention collective PSAEE pour la période comprise entre la date de leur embauche et la date d'application de la nouvelle durée du travail, et dont la durée de travail sera calculée sur la base de 1 470 heures au 1^{er} septembre 2013, en application des dispositions de la convention collective EEP qui se substitue aux dispositions de la convention collective PSAEE et de l'accord du 7 juillet 2010 sur les classifications et rémunérations, bénéficient d'une indemnité forfaitaire de 4 % assise sur la totalité des salaires de base perçus (première ligne du bulletin de salaire) entre leur date d'embauche et la date d'application de la nouvelle durée du travail.

Le versement de cette somme peut être étalé sur deux exercices.

Fait à Paris, le 13 décembre 2012.

(Suivent les signatures.)